

RAPPORT DE PRESENTATION

PROJET DE DECRET MODIFIANT LE DECRET N° 71-917 DU 8 NOVEMBRE 1971 RELATIF AU STATUT PARTICULIER DU CORPS DES INGENIEURS DES ETUDES ET DE L'EXPLOITATION DE L'AVIATION CIVILE (IEEAC).

Le présent projet de décret s'inscrit dans le cadre du protocole social 2016-2019 conclu entre le gouvernement et les organisations syndicales représentatives de la direction générale de l'aviation civile (DGAC) qui intègre des mesures prévues au protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR). Il prend en compte en outre, la nouvelle législation issue de l'article 78 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet relative à l'enseignement supérieur et à la recherche. Enfin, le décret instaure la possibilité pour les IEEAC stagiaires d'effectuer une année supplémentaire de scolarité hors de l'Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC) sous réserve que cette formation corresponde aux connaissances et compétences recherchées pour l'exercice des fonctions prévues par le statut du corps.

I. Dispositions relevant du protocole social de la DGAC 2016-2019

Tel que rappelé à titre liminaire, le protocole social de la DGAC a intégré les mesures prévues par le protocole PPCR.

La structure du corps des IEEAC n'a pas été modifiée par la mise en oeuvre des mesures contenues au protocole PPCR. Cependant, l'article 13 du décret du 8 novembre 1971 relatif au statut particulier du corps des IEEAC prévoit les modalités de classement des différentes catégories de fonctionnaires titularisés dans le corps des IEEAC. Or, la revalorisation des carrières prévue par le protocole « PPCR » et repris par le protocole social de la DGAC a entraîné la création d'un huitième échelon au grade de technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile (TSEEAC) de classe exceptionnelle. En conséquence, le B dudit article applicable aux TSEEAC doit être modifié pour tenir compte de la nouvelle structure de ce corps.

A compter du 1^{er} janvier 2017 toutes les références à la durée minimale et à la durée moyenne sont supprimées dans l'ensemble du décret du 8 novembre 1971 (en particulier par l'article 8 du projet qui modifie le tableau de l'article 17 du décret fixant les durées d'échelons).

Par ailleurs, une des mesures prévues au protocole social de la DGAC 2016-2019 vise à optimiser les modes de recrutement dans le corps des IEEAC.

A ce titre, la proportion de recrutement est fixée à 70% par la voie du concours externe; à 15% par la voie du concours interne et à 15% par examen professionnel (combinaison des articles 2 et 3 du présent projet).

II. Application de la nouvelle législation

L'article 78 de la loi n° 2013-660 du 22 juillet relative à l'enseignement supérieur et à la recherche instaure une « *reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche et par la recherche lorsqu'elle a été sanctionnée par la délivrance du doctorat* » et prévoit notamment « *Les statuts particuliers de chaque corps ou cadre d'emplois prévoient les modalités de prise en compte de cette expérience* ».

professionnelle pour le classement effectué lors de la nomination ou de la titularisation en leur sein, [...] »

L'article 13 précité du décret du 8 novembre 1971 est donc modifié afin de procéder à la mise en oeuvre de ces nouvelles dispositions. Un avant dernier alinea est rédigé comme suit : « *Les ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile qui ont été recrutés par la voie du concours externe et qui ont présenté une épreuve adaptée aux titulaires d'un doctorat bénéficient, au titre de la préparation du doctorat, d'une bonification d'ancienneté de deux ans. Lorsque la période de préparation du doctorat a été accomplie sous contrat de travail, les services accomplis dans ce cadre sont pris en compte, selon le cas, selon les modalités prévues au F pour la part de leur durée excédant deux ans. Une même période ne peut être prise en compte qu'une seule fois.* »

III. Organisation de la scolarité

L'ENAC propose plusieurs dispositifs pour permettre aux élèves de compléter leur scolarité. Ce complément de formation peut être effectué notamment, dans le cadre d'échanges académiques avec d'autres établissements d'enseignement supérieur français ou étrangers. Cet enseignement permet d'acquérir et de développer des compétences particulières que l'ENAC ne dispense pas mais utiles dans le cadre des missions qui seront confiées aux IEEAC.

Cette année supplémentaire effectuée le cas échéant au début de la troisième année de stage, conduit à un allongement de la scolarité au-delà des trois années prévues par le statut du corps. Or, l'article 11 relatif à la période de stage ne prévoit une année de scolarité supplémentaire qu'en cas de notes insuffisantes.

L'article 11 est donc complété afin de prévoir la possibilité d'accorder cette prolongation de scolarité pour parfaire le cursus d'études sans remettre en cause l'année supplémentaire dont le stagiaire pourrait bénéficier en cas de notes insuffisantes.

La formation de l'ENAC étant très complète et adaptée aux métiers de la DGAC le nombre des compétences recherchées par la DGAC en dehors du cursus d'ingénieur sera très limité. Aussi, un nombre restreint de stagiaires pourront bénéficier de ce dispositif.